

PRESIDENTIELLE

## La fonction publique pilotée par les Comptes publics – Le casting du premier gouvernement Macron

Arnaud Garrigues Cédric Néau Delphine Gerbeau Gabriel Zignani Jean-Baptiste Fouray Jean-Marc Joannès Marie-Pierre Bourgeois Pierre Cheminade Romain Mazon | A la une | France | Publié le 17/05/2017



*Capture d'écran France 3 Alsace – L'ex PS Richard Ferrand*

**La fonction publique ne fait pas partie des intitulés ministériels du Gouvernement d'Edouard Philippe dévoilé le 17 mai 2017. Le sarkozyste Gérald Darmanin reprend cependant ce portefeuille au titre de "l'Action et des Comptes publics". Egalement absente des intitulés gouvernementaux, les collectivités territoriales passent sous l'égide du ministre de la Cohésion des Territoires, l'ex-PS Richard Ferrand.**

- [Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics](#)
- [Richard Ferrand, ministre de la Cohésion des territoires](#)
- [Bruno Le Maire, ministre de l'Economie](#)

- [Gérard Collomb, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur](#)
- [Jacques Mézard, ministre de l'Agriculture et de l'alimentation](#)
- [Françoise Nyssen, ministre de la Culture](#)
- [Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la santé](#)
- [Muriel Pénicaud, ministre du Travail](#)
- [Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education nationale](#)
- [François Bayrou, ministre de la Justice](#)
- [Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique](#)
- [Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique, chargée des Transports](#)

### **L'absence de ministre de la Fonction publique inquiète les agents**

---

Il faudra attendre la confirmation des lettres de missions, mais en principe, c'est Gérald Darmanin, 35 ans, qui devrait être chargé de mettre en œuvre le programme « Fonction Publique » donné par Emmanuel Macron, au sein d'un ministère à double entrée : « Actions et comptes publics ».

Une absence remarquée et un intitulé qui pourrait être mal interprété par les fonctionnaires, dont le nombre devrait substantiellement baisser, selon le programme du président de la République. Et l'absence d'un secrétariat d'Etat dédié ne devrait pas rassurer...

Chez les syndicats, le message inquiète et, déjà, passe mal : » L'Absence de la [fonction publique](#) dans les attributions n'est que provisoire, espérons-le » tweete ainsi la CFDT.

« Quel symbole faut-il voir derrière l'absence de l'intitulé 'fonction publique' ? Qui sera notre interlocuteur ? Si notre ministre est celui de la cohésion des territoires, je doute que cela puisse rassembler les trois versants de la fonction publique », relève-t-on du côté de la FA-FPT.

La volonté d'afficher une certaine rupture l'a sans doute emporté sur ce qui aurait pu apparaître comme relevant de la logique et la recherche d'efficacité : quitte à nommer

Annick Girardin dans son nouveau Gouvernement « ministre des outre-mer », Edouard Philippe aurait pu aussi, au nom de la continuité et de la nécessité d'agir vite, conserver l'ancienne ministre de la fonction publique à son précédent poste...

Le nouveau ministre de l'Action et des Comptes publics a cependant donné ses premiers gages, lors de la passation de pouvoir avec Annick Girardin, [en déclarant](#), selon France3 régions : « Les fonctionnaires sont, quels que soient leur statut et leur entrée dans la fonction publique, l'ossature de la République ». Il s'est aussi dit « très fier » que le président Emmanuel Macron lui « ait confié de servir (son) pays, les fonctionnaires » qui « connaissent l'intérêt général ».

### **Gérald Darmanin, un « Sarkoboy » à l'Action et aux Comptes publics**

---

C'est un « sarkoboy », Gérald Darmanin, qui hérite du ministère de l'Action et des comptes publics. Lieutenant de l'ex-chef de l'Etat à la primaire de la droite et du centre, le jeune maire de Tourcoing (34 ans) est déjà un vieux routier de la politique, habitué à naviguer entre les icebergs.

Diplômé de l'IEP de Lille, ce Parisien a pris racine à Tourcoing dans le sillage de son mentor, le très droitier ancien député du Nord, Christian Vanneste dont il fut le collaborateur.

Doté d'un sens du contact hors-pair, Gérald Darmanin a vite fait son trou dans la cité nordiste, à coups de tapes dans le dos et de formules aux petits oignons. Nettement plus cultivé que la moyenne du personnel politique, ce petit-fils de harkis et fils d'un patron de bar et d'une femme de ménage se présente volontiers comme un gaulliste social.

L'ancien permanent de l'UMP s'est toujours revendiqué d'une droite populaire, du « métro à six heures du soir », selon la formule d'André Malraux. La suppression de 500 000 postes de fonctionnaires chère à François Fillon n'entraîne pas dans ses plans. Gérald Darmanin s'est d'ailleurs désolidarisé sans peine du candidat mis en examen.

Il croit aux vertus du consensus depuis son élection, fin 2015, à la vice-présidence du conseil régional des Hauts-de-France grâce aux voix de gauche. Cet ancien séguiniste,

dressé contre le traité de Maastricht et ses succédanés, s'est rapproché de l'aile centriste et européenne des Républicains, au point de basculer dans le camps Macron.

Il a ainsi fait le 7 avril, tribune commune avec les maires juppéistes de Châlons-en-Champagne et le Havre Benoist Apparu et le futur Premier ministre, Edouard Philippe.

Adversaire déclaré du cumul des mandats de parlementaire et de patron d'exécutif local, Gérald Darmanin a quitté le Palais Bourbon début 2016, à l'âge avancé de 33 ans. Ce qui ne l'empêche pas, depuis, de collectionner les (gros) mandats locaux. En sus de ses fonctions à la tête de la ville de Tourcoing et au sein de l'exécutif des Hauts-de-France, il occupe le poste de vice-président de la métropole européenne de Lille. Autant de mandats que Gérald Darmanin devrait confier à d'autres.

Au ministère de l'Action et des comptes publics, ce politique-né devra faire étalage de ses talents de négociateurs. L'absence de la fonction publique dans l'intitulé de son poste suscite déjà l'ire des organisations syndicales. L'UNSA-FP a été l'une des premières à dégainer.

Dans un communiqué, elle considère que « la réunion de l'action publique et des comptes publics dans un même ministère renvoie à un passé gouvernemental que l'on pensait révolu, où la RGPP avait réduit la politique de la fonction publique à une gestion mécanique par les seuls coûts ». Une manière aussi de rappeler le pedigree sarkozyste du titulaire du nouveau portefeuille...

### **Richard Ferrand, un fidèle aux Territoires**

---



Après « l'Égalité des territoires », sous François Hollande, place à la « Cohésion des territoires » sous Emmanuel Macron. Pour piloter ce ministère des territoires, le nouveau chef de l'État a choisi l'un de ses proches : le socialiste Richard Ferrand, 54 ans, qui n'est autre que le premier parlementaire à l'avoir rejoint officiellement dès avril 2016.

Adhérent au PS depuis 1980, il a été conseiller général du Finistère de 1988 à 2011 et conseiller régional de Bretagne depuis 2010.

Président du groupe PS à la région, l'ancien secrétaire général d'En Marche! est un homme d'appareil, élu sur le tard député du Finistère en 2012, dans le sillage de François Hollande.

Il a siégé à la commission des affaires sociales, suivant notamment la problématique des travailleurs détachés. Il s'est surtout fait connaître dans l'hémicycle en tant que rapporteur général de la loi Macron sur « la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ». Un travail de longue haleine qui lui a valu l'estime et la confiance d'Emmanuel Macron.

Richard Ferrand fait partie de ceux qui sont montés au créneau dans nos colonnes pour défendre la disparition de la taxe d'habitation pour 80% des ménages.

### **A qui le logement ?**

---

Dans l'attente des décrets d'attribution, le périmètre de ce nouveau ministère de la Cohésion des territoires, n°6 dans l'ordre protocolaire, reste encore incertain. Il devrait néanmoins rassembler les collectivités locales et la réforme territoriale, le logement, l'aménagement, la politique de la ville et la ruralité, reprenant ainsi les prérogatives à la fois d'Emmanuelle Cosse et de Jean-Michel Baylet dans le dernier gouvernement Valls.

Il reste à savoir si Richard Ferrand aura la pleine tutelle sur la puissante direction générale des collectivités locales (DGCL) alors que Gérard Collomb, le nouveau ministre de l'Intérieur, a assuré pendant la passation de pouvoirs être « le ministre des relations avec les collectivités ».

Du côté des acteurs du logement, c'est la déception qui domine : certains, comme la Fédération de la promotion immobilière, réclamaient un grand ministère réunissant le logement, les transports et l'énergie, pour avoir une vision globale.

D'autres, comme l'Union sociale pour l'habitat, regrettent que ni le logement, ni la politique de la ville ne figurent dans l'intitulé d'un ministère.

Pourtant, les attentes sont fortes pour conforter l'élan que connaît actuellement le secteur de l'immobilier, et répondre aux besoins en logement sur certains territoires. Le dossier de l'hébergement d'urgence et des migrants demeure lui aussi brûlant.

### **Bruno Le Maire, un libéral à Bercy**

---



Il aura finalement eu son maroquin. Après avoir fait d'insistants appels du pied au nouveau président Emmanuel Macron au soir de son élection, Bruno Le Maire, ex-candidat de la primaire de droite et du centre, crédité lors du premier tour de 2,4 % des voix, a été nommé ministre de l'Economie dans le gouvernement d'Edouard Philippe.

Enarque de la promotion Valmy, diplômé de Sciences-Po Paris, mais aussi normalien et agrégé de lettres modernes, il n'a pas, à proprement parler, ni le profil type de l'économiste, ni celui du financier. Cet homme de 48 ans et père de 4 enfants, catholique libéral et écrivain parfois frivole à ses heures, n'est pourtant pas sans expérience ministérielle.

Dès sa sortie de l'ENA en 1998, il est coopté par Dominique de Villepin au ministère des Affaires Etrangères pour le conseiller à tous les postes – y compris à Matignon – que ce

dernier occupera jusqu'en 2007. D'abord secrétaire d'Etat aux Affaires européennes en 2008 sous la présidence Sarkozy, il attendra 2009 pour prendre la tête d'un ministère : l'Agriculture, la Pêche et l'Alimentation.

Soucieux de renouveler le personnel politique, il ambitionne en 2016 de se présenter à l'élection présidentielle. Bien placée dans son programme, la fin du statut de la fonction publique : « [Les élus auront la liberté totale de gestion de leurs personnels](#) » euphémise-t-il dans nos colonnes l'an dernier.

Aujourd'hui il intègre donc l'équipe d'un président qu'il qualifiait « d'homme sans projet », mais avec qui il partage plusieurs points communs. Même s'il déclarait à la Gazette des communes que la « [méfiance \(envers les élus locaux\) n'est plus de mise](#) », il devrait se réjouir de participer à la conclusion du pacte girondin qu'Emmanuel Macron veut faire signer aux collectivités pour réduire leurs ressources de 10 milliards sur 5 ans.

Tout comme Emmanuel Macron, il est opposé à une baisse directe des dotations.

En bon libéral, il entend laisser faire « le bon sens » des électeurs locaux pour confirmer ou sanctionner une gestion locale : « Je suis certain qu'ils favoriseront les collectivités faisant un effort sur leur train de vie plutôt que celles qui actionnent le levier de la fiscalité. »

C'est donc probablement sur la base de ce triptyque libéralisme-responsabilisation-incitation que Bruno Le Maire et Emmanuel Macron se sont trouvés. Jusqu'à en oublier le volet « sanction » en cas de refus des collectivités de suivre la feuille de route fixée par le nouvel exécutif ?

### **Gérard Collomb, un grand élu à l'Intérieur**

---



Soutien d'Emmanuel Macron de la première heure, le maire de Lyon depuis 15 ans est davantage reconnu pour avoir su transformer la ville et la hisser parmi les plus attractives, que pour avoir laissé son empreinte en matière de sécurité.

Cet agrégé de lettres classiques, élu pour la première fois député du Rhône en 1981 n'a cependant jamais lésiné sur les moyens affectés à la sécurité dans sa ville ce qui lui a souvent valu d'être dit « de droite » par ses détracteurs.

Le président de la métropole de Lyon depuis 2015 a fixé son objectif dès 2001 : « professionnaliser la police municipale », qui est aujourd'hui au 3ème rang en France, selon le classement établi par le Club prévention sécurité de la Gazette.

Gérard Collomb a également toujours plaidé pour la vidéoprotection et plus de 450 caméras maillent le territoire Lyonnais, contre une soixantaine en 2001.

•

Réputé pour ses colères homériques, mais pas pour son appétence du dialogue social, le nouveau ministre de l'Intérieur devra peut-être assouplir un peu ses positions face aux puissants syndicats de police.

### **Jacques Mézard, un sénateur radical à l'Agriculture**

---

L'année de ses 70 ans, le sénateur radical du Cantal, Jacques Mézard, décroche le jackpot : le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Le portefeuille rêvé pour tout édile rural...

Une jolie récompense pour le président du groupe RDSE qui a très tôt pris ses distances avec le pouvoir socialiste. A la Haute-Assemblée, il a mené la vie dure aux représentants du Gouvernement, en particulier à la secrétaire d'Etat aux collectivités, Estelle Grelier que ce départementalo-communaliste ne portait pas dans son cœur.

Au contraire de l'autre cacique radical, le ministre des Territoires Jean-Michel Baylet, qui s'est retrouvé « cornerisé » dans le réduit hollandien, Jacques Mézard a joué assez tôt la carte Macron. Comme un signe de son influence, c'est son groupe RDSE que le leader d'En Marche! est venu visiter juste avant sa déclaration de candidature le 16 novembre dernier.



Volontiers ombrageux et rugueux avec les représentants de la presse, cet avocat de métier possède le goût des joutes parlementaire.

Membre du top 30 des sénateurs les plus assidus, le président de la communauté d'agglomération d'Aurillac a bataillé contre la loi anti-cumul des mandats. Le ministre de l'Agriculture et de l'alimentation passe sous la coupe de deux énarques issus des grands corps, le Président de la République Emmanuel Macron et le Premier ministre Edouard Philippe. Un comble pour cet ennemi de toujours de la technostructure.

### **Françoise Nyssen, une éditrice à la Culture**

---



C'est une figure de l'entrepreneuriat culturel qui arrive Rue de Valois, en la personne de Françoise Nyssen, présidente du directoire des Editions Actes Sud, installées à Arles (Bouches-du-Rhône).

Née en 1951 à Bruxelles, la fille du fondateur d'Actes Sud, Hubert Nyssen [\(1\)](#), Françoise Nyssen est diplômée en chimie et en urbanisme, et a travaillé quelques années à la direction de l'urbanisme de la région bruxelloise, avant de rejoindre son père et développer l'entreprise familiale loin des traditionnels cercles parisiens de l'édition.

L'éditrice arlésienne avait appelé à voter pour Emmanuel Macron lors du second tour de l'élection présidentielle : le président du Centre national du livre, Vincent Monadé, avait relayé le 5 mai sur son [compte Twitter](#) un texte en ce sens signé de sa main.

Sœur de Jules Nyssen, avocat et ex-DGS de Montpellier et de Paca, la nouvelle locataire de la Rue de Valois a sans doute déjà une petite idée de l'action territoriale. Elle arrive en tout cas au ministère de la Culture avec un sérieux bagage d'éditrice.

A l'annonce de la composition du gouvernement, Françoise Nyssen a activé concomitamment son nouveau [compte Twitter](#) ministériel, déjà prêt à l'allumage, et dont le compteur d'abonnés s'est aussitôt emballé.

### **Agnès Buzyn, une médecin à la Santé**

---

La nouvelle ministre des solidarités et de la santé fait partie des personnalités de la société civile qui intègrent le gouvernement d'Edouard Philippe.

Professeure de médecine, elle dispose d'une certaine expérience de l'administration de la santé. Elle a notamment été membre du conseil médical et scientifique de l'Agence de la biomédecine.

Sa nomination à la tête de la Haute autorité à la santé en avril 2016 avait fait grand bruit, certains craignant des collusions avec les laboratoires pharmaceutiques.

Dépourvue d'expérience sur la question des solidarités, Agnès Buzyn est pourtant attendue de pied ferme par les départements, étranglés par la charge du RSA. Emmanuel Macron a en effet promis de procéder à sa « transformation pour accompagner le retour vers l'activité ».

### **Muriel Pénicaud, une DRH au Travail**

---

Cette ancienne du cabinet Aubry, un temps directrice générale des ressources humaines de Danone, est la seule des ministres du nouveau gouvernement à avoir été administratrice territoriale. D'abord cadre dirigeante au CNFPT, elle a ensuite été directrice d'une mission locale avant de rejoindre (déjà) le ministère du travail sur des fonctions de direction régionale.

Co-auteure d'un rapport au Premier ministre intitulé « Bien-être et efficacité au travail – 10 propositions pour améliorer la santé psychologique au travail », Muriel Pénicaud aura du pain sur la planche avec des sujets qui concernent directement les fonctionnaires : assurance-chômage ouverte à tous, y compris les agents publics démissionnaires, et la réforme du compte personnel de formation, désormais ouvert à la fonction publique, qui devrait permettre aux catégories C de bénéficier de formations ciblées pour les moins qualifiés d'entre eux.

### **Jean-Michel Blanquer, un expert à l'Éducation nationale**

---

Actuel directeur de l'Essec, Jean-Michel Blanquer, est aussi haut fonctionnaire, fin connaisseur du ministère de l'Éducation nationale : il a été directeur général de l'enseignement scolaire de 2009 à 2012, directeur de l'académie de Créteil, et de Guyane.

C'est donc un expert issu de la société civile, et non un politique, qui est nommé à la tête de ce ministère prioritaire pour le président Macron, bien connu des personnels et des syndicats du ministère.

Il a d'ailleurs publié à l'automne 2016 un ouvrage intitulé « L'École de demain », qui a largement inspiré le programme d'Emmanuel Macron : on y retrouve par exemple la priorité donnée à l'école maternelle, ou le fait de diviser les effectifs par deux dans les classes dans les zones d'éducation prioritaire.

Le successeur de Najat Vallaud-Belkacem va devoir rentrer rapidement dans le vif du sujet, puisque le président de la République a annoncé pour la rentrée 2017 la mise en œuvre de sa mesure phare, la division par deux des effectifs d'élèves dans les classes de ZEP : une mesure qui serait mise en œuvre par un redéploiement des effectifs affectés au dispositif « une classe deux élèves », mais qui n'a pas la faveur des syndicats.

Elle pose par ailleurs la question matérielle du nombre de classes supplémentaires à mettre à disposition pour les collectivités, pour laquelle l'AMAF a déjà tiré la sonnette d'alarme.

Autre question épineuse, celle des rythmes scolaires : Emmanuel Macron a annoncé la sortie, dès cet été, d'un décret instaurant la liberté des communes pour appliquer ou non

la réforme des rythmes scolaires, si polémique qu'elle a contribué au départ du premier ministre de l'Education nationale de François Hollande, Vincent Peillon.

L'annonce contente l'Association des maires de France. Certains élus locaux ont déjà annoncé leur intention de sortir de la réforme et de la semaine de quatre jours, et de remplacer les TAP (temps d'activités scolaires) par des études surveillées ou du soutien scolaire. Mais cela signifierait que ce sont les élus locaux qui décideraient de l'organisation du temps de travail des enseignants.

Cela signifie aussi rouvrir un chantier très polémique, opposant enseignants, parents et élus locaux...

### **François Bayrou, en charge de la moralisation de la vie publique**

---

Comme on pouvait s'y attendre, François Bayrou a écopé d'un ministère régalien : la Justice. A 66 ans, l'actuel maire de Pau, présent en politique depuis 35 ans (élu conseiller général des Pyrénées-Atlantiques pour la première fois en 1982, président du conseil général de 1992 à 2001, élu député pour la première fois en 1986, ministre de l'Education nationale sous François Mitterrand et Jacques Chirac), succède au juriste Jean-Jacques Urvoas, et est le nouveau Garde des Sceaux, avec le titre honorifique de ministre d'Etat.

Une belle récompense pour celui qui s'était rallié à Emmanuel Macron le 22 février dernier, et avait, par la même occasion, renoncé à se présenter pour une quatrième fois à l'élection présidentielle. Ce qui ne l'empêchera pas de continuer à exercer son mandat de maire de Pau, jusqu'à l'été au moins.

Quoi qu'il en soit, le nouveau Garde des Sceaux n'aura pas le temps de chômer. Et c'est de sa « faute ». Il l'avait exigé lors de son ralliement à Emmanuel Macron, à la suite de l'affaire Fillon : un projet de loi de moralisation de la vie publique sera rapidement proposé en Conseil des ministres. Le Président de la République l'a même promis avant les élections législatives, afin que le projet de loi soit sur les bureaux de l'Assemblée nationale dès sa première session de travail le 27 juin.

Ce texte, présenté comme le premier gros dossier du gouvernement, comprendra, si l'on se fie au programme électoral d'Emmanuel Macron :

- l'interdiction pour tout élu d'embaucher un membre de sa famille ;
- l'interdiction de plus de trois mandats identiques successifs ;
- l'obligation d'avoir un casier judiciaire vierge (de niveau B2, c'est-à-dire hors condamnations mineures et contraventions) pour tous les candidats aux élections.

A noter que, concernant la transparence de la vie publique, Edouard Philippe ne semble pas tout à fait sur la même longueur d'onde.

Celui-ci, soumis à déclaration de patrimoine en application de la loi du 11 octobre 2013 sur la transparence de la vie publique, s'en était acquitté, dans un premier temps, de bien mauvaise grâce, inscrivant dans différentes cases la réponse « aucune idée ».

Ses déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale, attendues dans les deux prochains mois par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) au titre de sa nomination à la tête du gouvernement, seront finement observées.

Autres chantiers prioritaires pour le nouveau ministre de la Justice : l'accès au droit par le numérique, la justice du quotidien et l'indépendance des magistrats.

### **Nicolas Hulot, un écolo, pour la première fois dans un gouvernement**

---



Emmanuel Macron a réussi ce que ses trois prédécesseurs [\(2\)](#) se sont échinés à obtenir : l'entrée de Nicolas Hulot au gouvernement.

L'ancien animateur de télévision, âgé de 62 ans, tente un pari risqué en devenant le nouveau ministre de la Transition écologique et solidaire, dans un gouvernement où les questions écologiques ne sont pas la priorité, que ce soit pour le Président de la République – qui voit par exemple dans le nucléaire [« un choix d'avenir »](#) – ou pour le Premier ministre.

L'ancien maire du Havre a en effet notamment travaillé pendant 3 ans (de 2007 à 2010) dans l'industrie nucléaire – en exerçant pour Areva une mission de lobbying auprès des élus – et [il estime que l'emploi primera toujours sur l'environnement](#).

Tout cela, Nicolas Hulot le sait bien. Fort de son expérience de 4 ans dans le précédent gouvernement [\(3\)](#), il a nécessairement obtenus des assurances avant de se jeter dans l'aventure.

Avec déjà deux victoires à son actif : l'accord du nouveau Président de la République – [comme le révèle le Monde](#) – pour organiser un « Grenelle de l'alimentation », et une position de N°3 dans l'équipe gouvernementale, avec un rang de ministre d'Etat qui pourrait l'aider dans les négociations interministérielles.

La crédibilité de ce nouveau gouvernement hétéroclite se jouera particulièrement sur les questions environnementales, notamment autour de projets concrets. Le premier d'entre eux concerne bien sûr l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Alors qu'Edouard Philippe s'est prononcé pour, et Nicolas Hulot contre – avant de changer d'avis à l'issue du résultat de la concertation publique, Emmanuel Macron a estimé, de son côté, qu'il fallait nommer un médiateur avant de définitivement trancher.

Ce qui présage d'une sortie possible sur cet épineuse question.

Mais le consensus risque d'être beaucoup plus compliqué à obtenir sur un autre projet, qui a toutes les chances de devenir la future bombe à retardement de ce gouvernement : la centrale thermique du Havre.

En tant que maire de cette ville, Edouard Philippe s'est battu pour empêcher sa fermeture – évoquée lors de la COP21 – et a obtenu un sursis.

De son côté, le candidat Macron s'est engagé à fermer toutes les centrales thermiques françaises, dont celle du Havre.

Quant à Nicolas Hulot, difficile de penser qu'il souhaitera maintenir l'activité de ce site fortement émetteur de CO2. Le cocktail explosif et les situations de ce type ont de grandes chances de se reproduire. Notamment sur une autre question épineuse : le nucléaire.

### **Elisabeth Borne, un profil technique aux transports**

---

Elle fait partie de ces nouveaux ministres issus de la société civile. Mais à 56 ans, Elisabeth Borne connaît bien l'Hôtel de Roquelaure, où elle retourne aujourd'hui en tant que ministre en charge des Transports.

Ségolène Royal avait en effet repéré en 2014 cette préfète de la région Poitou-Charentes, et en avait fait sa directrice de cabinet (entre avril 2014 et mai 2015). C'est d'ailleurs une habituée des cabinets ministériels, puisqu'elle a plusieurs fois travaillé pour Lionel Jospin, notamment lorsqu'il était Premier ministre (1997-2002), [avec déjà le portefeuille des transports](#).

Diplômée de X-Ponts, grand commis de l'Etat, elle a également multiplié les expériences dans le privé, dans des domaines touchants toujours à l'urbanisme et aux transports : Eiffage (2007-2008), SNCF (2002-2007) et la RATP dont elle était la PDG depuis 2015.

Elle sera donc restée moins de deux ans à la tête de la régie parisienne, quittant ce poste convoité avant d'avoir à gérer le dossier sensible de l'ouverture à la concurrence sur le territoire francilien – qui sera effective en 2024 pour les bus, puis en 2029 pour le tramway et 2039 pour le métro.

En revanche, sous l'autorité du nouveau ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, elle devra préparer la libéralisation du marché des lignes TGV à partir de 2020, ainsi que des lignes TER et Intercités à partir de 2023.

A noter également que c'est l'une des rares ministres à avoir travaillé dans la fonction publique territoriale. C'est d'ailleurs là qu'elle est restée le plus longtemps, entre 2008 et 2013, en tant que directrice de l'urbanisme de la Ville de Paris.